



SUSTAINABLE PARTICIPATION GOALS



DOCUMENTS DE RECOMMANDATIONS



Funded by
the European Union

agOrà
cooperativa sociale



E.N.T.E.R.
European Network for Transfer and Exploitation of EU Project Results



POLYLOGOS



IMPRINT

This recommendation paper is a product of the SPGs Erasmus+ project.

PROJECT PARTNERS



WEBSITE

www.spgs-project.com

SOCIAL MEDIA

www.facebook.com/SPGs.project

www.instagram.com/spgs.project

www.youtube.com/@spgs.project

CONTACT

Valentina Vagge

Agorà cooperativa sociale (project coordinator), Genoa/Italy

contact@spgs-project.eu

DESIGN AND LAYOUT

Mag. Dominika Stiger, MA

ENTER GmbH, Graz/Austria

IMAGES

All images ©SPGs consortium unless stated otherwise

OPEN LICENSE



This work is licensed under

[Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/)



Funded by
the European Union

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). Neither the European Union nor EACEA can be held responsible for them. Grant agreement number: 101089689 - SPGs – ERASMUS-YOUTH-2022-YOUTH-TOG

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION	5
II. RECOMMANDATIONS POUR LES DÉCIDEURS EUROPÉENS	9
ODD n° 5 — Gender Equality	10
ODD n° 8 — Decent Work and Economic Growth	15
ODD n° 13 — Climate Action	20
II. RECOMMANDATIONS POUR LES DÉCIDEURS LOCAUX	27
France, Paris et région Centre-Val de Loire	28
Italy, region Ligurie	32
Portugal, région de Lisbonne et vallée du Tage	36
Roumanie, région Transylvanie	42
IV. CONCLUSIONS	51



Funded by
the European Union



SPGs

SUSTAINABLE PARTICIPATION GOALS

agOrà
cooperativa sociale



E.N.T.E.R.
European Network for Transfer and Exploitation of EU Project Results



POLYLOGOS





INTRODUCTION

L'Agenda 2030, avec ses 17 Objectifs de développement durable et ses 169 cibles, est un plan d'action universel pour la prospérité des populations et de la planète, qui doit être mis en œuvre par tous les pays et toutes les parties prenantes, agissant dans le cadre d'un partenariat collaboratif. L'adoption de l'Agenda lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable le 25 septembre 2015 s'est accompagnée de la promesse que personne n'aurait été laissé pour compte, s'engageant à ce que les objectifs et les cibles soient atteints pour toutes les nations, tous les peuples et pour tous les segments de la société. Les 17 objectifs ont été déclarés intégrés et indivisibles et équilibrent les trois dimensions du développement durable - économique, sociale et environnementale.

Dans la déclaration, le défi de départ

qui a rendu nécessaire l'adoption du plan d'action est décrit comme suit (« Notre monde aujourd'hui ») :

« Nous nous réunissons à un moment où le développement durable est confronté à d'immenses défis. Des milliards de nos concitoyens continuent de vivre dans la pauvreté et sont privés d'une vie digne. Les inégalités se creusent au sein des pays et entre eux. Les disparités en termes d'opportunités, de richesse et de pouvoir sont énormes. L'inégalité entre les hommes et les femmes reste un défi majeur. Le chômage, en particulier celui des jeunes, est une préoccupation majeure. Les menaces sanitaires mondiales, les catastrophes naturelles plus fréquentes et plus intenses, la spirale des conflits, l'extrémisme violent, le terrorisme et les crises humanitaires qui en découlent, ainsi que les déplacements forcés de populations, menacent de réduire à néant une grande partie des progrès accomplis



en matière de développement au cours des dernières décennies. L'épuisement des ressources naturelles et les effets néfastes de la dégradation de l'environnement, notamment la désertification, la sécheresse, la dégradation des sols, la pénurie d'eau douce et la perte de biodiversité, s'ajoutent à la liste des défis auxquels l'humanité est confrontée et l'exacerbent. Le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre époque et ses effets néfastes compromettent la capacité de tous les pays à parvenir à un développement durable. L'augmentation de la température mondiale, l'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans et d'autres effets du changement climatique affectent gravement les zones côtières et les pays côtiers de faible altitude, y compris de nombreux pays les moins avancés et de petits États insulaires en développement. La survie de nombreuses sociétés et des systèmes de soutien biologique de la planète est menacée ».

Près de 9 ans plus tard, à quoi ressemble notre monde aujourd'hui ?

La réalisation des ODD profiterait à tous, en favorisant le bien-être des générations actuelles et futures. Ce sont des sujets d'une importance fondamentale pour permettre aux jeunes d'aujourd'hui de grandir dans un monde plus juste, plus pacifique,

plus inclusif et moins pollué.

Lors du lancement de l'agenda, l'engagement a été pris d'éliminer toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des jeunes filles, de mettre fin à la pauvreté dans toutes ses dimensions, de fournir une éducation de qualité inclusive et équitable à tous les niveaux, de parvenir à une couverture médicale universelle et à l'accès à des soins de santé de qualité, de construire des fondations économiques solides pour tous nos pays ; à apporter des changements fondamentaux dans la manière dont nos sociétés produisent et consomment les biens et les services ; à garantir des migrations sûres et régulières impliquant le plein respect des droits de l'homme et le traitement humain des migrants, quel que soit leur statut migratoire ; à préserver et à utiliser durablement les ressources naturelles ; à construire des sociétés pacifiques et inclusives qui offrent un accès égal à la justice et qui sont fondées sur le respect des droits de l'homme.

**Sur quoi avons-nous progressé ?
Sur quoi est-il encore urgent d'agir avant qu'il ne soit trop tard ?**

Pour nous, il est clair que ce qui a été réalisé jusqu'à présent n'est pas suffisant.

Les documents de recommandation présentés ici sont le résultat direct

des réflexions et des interactions entre les jeunes âgés de 16 à 25 ans qui ont participé au projet **SPGs - Sustainable Participation Goal**, lors de la mise en œuvre locale et transnationale des activités de groupe qui se sont déroulées entre juin 2023 et juillet 2024.

Lors de la conception du projet **SPGs**, nous avons choisi de nous concentrer sur trois objectifs :

- n°5 Égalité de Genre
- n° 8 Travail décent et croissance économique
- n° 13 Action pour le climat

Nos recommandations s'adressent aux décideurs locaux des régions de Paris et de Centre-Val de Loire (France), de la Ligurie (Italie), de Lisbonne et de la vallée du Tage (Portugal) et de la Transylvanie (Roumanie), ainsi qu'aux décideurs européens.

Nous espérons vraiment qu'ils seront pris en considération dans la planification politique à venir, car l'avenir de tous en dépend, y compris le nôtre.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS



Les 17 objectifs de développement durable des Nations Unies.
Source : www.un.org/sustainabledevelopment/news/communications-material



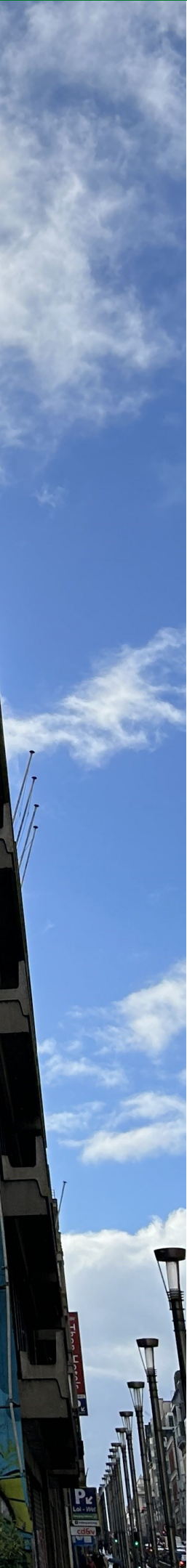
NOVATECH



NOVATECH
NOVATECH.COM



EMPOWERED BY



II

RECOMMENDATIONS POUR LES DÉCIDEURS EUROPÉENS



ODD n° 5

Égalité de genre

Cette section fournit des recommandations aux décideurs européens, recueillies dans le cadre du partenariat, sur la manière d'intégrer le ODD n° 5..

1

Intégrer l'égalité des genres dans les programmes scolaires en garantissant une perspective non patriarcale. Dans les manuels scolaires, l'histoire est encore trop souvent rapportée uniquement et exclusivement du point de vue masculin, c'est pourquoi il est nécessaire de revoir le contenu en garantissant l'inclusion et la diversité des points de vue. Il ne s'agit pas de réécrire l'histoire, mais de changer de point de vue et de mettre en lumière les réussites des femmes qui ont fait la différence. Il est urgent de mettre un terme à la perpétuation des stéréotypes de genre qui, dans les livres pour enfants, voient encore souvent la figure féminine enfermée dans un rôle de mère ou de femme au foyer, tandis que la figure masculine est héroïque et aventureuse. Promouvoir l'éducation à l'égalité des genres dès le plus jeune âge, c'est promouvoir le respect mutuel.

2

Introduire dans les écoles les savoirs sur l'identité de genre et multiplier les activités liées à l'éducation sexuelle. L'éducation aux émotions, illustrant les infinies façons dont les gens peuvent vivre leur identité de genre, permettrait à de plus en plus de personnes d'apprendre à ne pas « avoir peur » de ce qu'elles ne connaissent pas. L'éducation aux émotions et l'augmentation du temps consacré à l'éducation sexuelle sont des éléments encore minimes dans les programmes scolaires et souvent enseignés uniquement par le biais d'une approche scientifique.

3

Garantir l'accès à l'éducation pour les jeunes femmes et prévoir des

bourses spécifiques pour les femmes en fonction de leur mérite mais aussi des conditions familiales ou environnementales spécifiques qui pourraient les empêcher d'accéder à la scolarisation et à l'enseignement supérieur. C'est en responsabilisant les femmes, mais aussi en leur permettant de développer leur potentiel sans freins, que nous pourrions créer plus d'égalité. Étant donné que les hommes sont toujours mis en avant dans notre société, des mesures doivent être prises pour contrebalancer ce facteur.

4

Souligner l'importance de l'éducation des principes de vie. Soutenir les initiatives éducatives qui inculquent des principes de vie positifs et promeuvent l'égalité des sexes dès le plus jeune âge. L'éducation est le fondement de la formation des attitudes et des comportements. En intégrant l'égalité de genre et les principes éthiques dans les programmes scolaires, les générations futures peuvent développer une vision plus inclusive et plus respectueuse.

5

Appeler les Etats membres à veiller à ce que toutes les femmes et les jeunes filles aient accès à des services et à une éducation de qualité en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris à une contraception sûre et à un avortement légal. Aujourd'hui, plusieurs pays sont confrontés

à une perte controversée de droits sociaux, mais les institutions européennes peuvent inverser cette tendance en imposant des politiques et des réglementations sur ces questions.

6

Harmoniser les congés de maternité et de paternité afin d'équilibrer la vie professionnelle et personnelle de manière égale pour les hommes et les femmes. Le fait de continuer à accorder des congés de maternité plus longs est une façon de réaffirmer que les femmes sont une figure familiale plus importante que les hommes et qu'elles devraient avoir un rôle plus nourricier et plus attentionné au sein de la relation. Il s'agit également d'une discrimination à l'égard des couples homosexuels masculins qui sont parents. Disposer d'une durée similaire pour les congés de paternité et de maternité reviendrait à permettre, à un niveau systémique, aux parents de définir leur rôle au sein de la famille comme ils l'entendent et aux pères d'assumer un rôle plus nourricier auprès de leurs enfants.

7

Mettre un terme à l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes par le biais d'une législation claire et soumettre les entreprises à des audits réguliers et aléatoires, afin de vérifier que la législation est respectée. L'écart de rémunération et, par conséquent, le pouvoir d'achat plus faible des femmes ont une grande responsabilité dans l'inégalité entre les



hommes et les femmes, car ils promeuvent l'idée que les femmes ne sont pas capables d'accomplir autant que les hommes et les privent de leur capacité à être indépendantes et autonomes, en particulier si elles vivent avec des hommes. Il s'agit d'une étape très importante vers l'émancipation des femmes, mais surtout pour leur permettre de jouir d'une liberté financière.

8

Garantir une protection contractuelle aux femmes qui reprennent le travail après un congé maternité. La législation promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes dans toute l'Europe, y compris les mesures de lutte contre la discrimination sur le lieu de travail, devrait être strictement appliquée et contrôlée. La sanction des comportements discriminatoires garantit la responsabilité et favorise un environnement de travail plus équitable. Trop souvent, les femmes enceintes risquent de perdre leur emploi ou, lorsqu'elles reviennent de leur congé de maternité, elles trouvent un environnement de travail très hostile. Mettre des enfants au monde est un choix, mais il doit être libre et ne peut être une source de pénalisation économique ou sociale, un obstacle à l'indépendance.

9

Appliquer des règles strictes pour prévenir la marginalisation et l'exploitation des femmes, en garantissant

l'égalité des chances sur la base du mérite. Reconnaître et traiter la marginalisation des femmes, y compris dans les contextes religieux, et veiller à ce que les femmes qualifiées bénéficient d'opportunités fondées sur le mérite plutôt que sur l'affiliation politique, favorise une société plus équitable. Il peut également s'agir de mesures législatives visant à garantir un salaire égal pour un travail égal et à supprimer les taxes spécifiques au sexe.

10

Essayer de respecter la parité au sein du Parlement européen. Les exemples d'égalité de genre devraient venir d'en haut et le Parlement européen pourrait imposer que les listes de députés pour lesquelles nous pouvons voter comportent un nombre égal d'hommes et de femmes ainsi qu'une bonne représentation des différents groupes ethniques. La même chose pourrait être imposée aux parlements et aux gouvernements des pays.

11

Promouvoir des campagnes de plaidoyer sur l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau européen et au niveau des États membres, activement menées par le Parlement européen. Ces campagnes devraient être conçues et mises en œuvre avec la participation active d'une diversité de femmes et de jeunes femmes, à la fois en

tant que professionnelles, représentantes de groupes formels et informels et citoyennes. Les députés européens pourraient également suivre ces campagnes en renforçant leurs supporters locaux.

12

Mettre en place une formation continue pour les fonctionnaires sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Mettre en œuvre des programmes de formation continue pour les fonctionnaires sur le sujet de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes femmes. Une formation régulière peut sensibiliser, réduire les pratiques discriminatoires et doter les fonctionnaires des outils nécessaires pour soutenir efficacement l'égalité entre les femmes et les hommes.

13

Créer une formation obligatoire axée sur l'égalité des sexes et les modèles de discrimination pour les forces de l'ordre, à mettre en œuvre par des institutions spécialisées externes pour garantir la qualité de l'enseignement et l'impartialité de la méthode d'évaluation. Quiconque ne suit pas la formation ou ne réussit pas le test d'évaluation final ne peut devenir une personne autorisée à exercer un pouvoir sur les citoyens. En tant que figures d'autorité investies de pouvoirs spéciaux et d'un rôle de liaison

entre le gouvernement et les citoyens, les représentants des forces de l'ordre devraient être les plus sûrs et les mieux formés aux questions d'égalité entre les femmes et les hommes.

14

Introduire des subventions publiques pour les mères qui doivent nourrir leurs enfants avec du lait artificiel. Dans de nombreux cas, les femmes qui ne sont pas en mesure de nourrir leurs enfants au sein doivent supporter des coûts très élevés pour l'achat de préparations pour nourrissons. L'alimentation des nouveau-nés devrait être un droit garanti pour tous.

15

Contrôler les prix des articles d'hygiène féminine tels que les tampons, les serviettes et les coupes menstruelles. Depuis la puberté, les femmes engagent des dépenses pour la gestion de leur ovulation, de manière régulière et à des coûts souvent importants. L'UE pourrait donner un signal mondial en rendant ces articles, qui sont fondamentaux et non optionnels, accessibles à toutes les femmes, quel que soit leur statut économique.

16

Sensibiliser au thème du consentement, tant dans le cadre privé



que public, comme étape essentielle pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes. L'une des formes les plus fréquentes de manque de respect envers les femmes et les jeunes femmes de la part des hommes et des institutions patriarcales est l'utilisation abusive de la notion de consentement. Ces dernières années, nous avons vu différentes politiques dans le domaine de la santé et de l'éducation prôner un changement de perspective et d'orientation lorsque l'on parle de consentement, mais celui-ci reste un facteur crucial dans les relations entre les différents sexes.

17

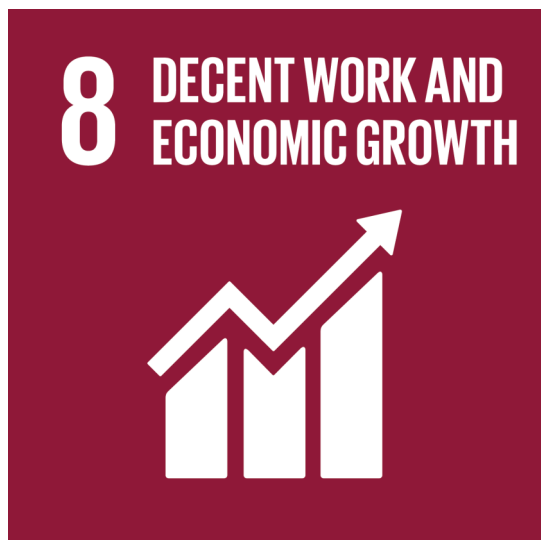
Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en tant qu'idéal, sans extrémisme. Encourager l'égalité de genre en tant que principe directeur, en évitant les mesures extrêmes et le langage polarisant. La recherche de l'égalité entre les femmes et les hommes devrait être un objectif fondamental, mais pour de nombreuses personnes qui ne sont pas familiarisées avec les principes, elle peut être aliénante et ressembler à une étrange obsession. En favorisant une approche équilibrée et en utilisant un langage que les gens peuvent comprendre, l'UE peut promouvoir un traitement équitable et des opportunités pour tous les sexes sans polariser le débat.

18

Sensibiliser aux questions liées à la haine et à la discrimination fondées sur le genre. Investir dans des campagnes de sensibilisation et d'information pour éduquer le public et promouvoir des récits positifs sur l'égalité entre les hommes et les femmes. L'égalité de genre ne peut être effective que si les membres des diverses communautés en comprennent, acceptent et adoptent les principes. Les rôles traditionnels des hommes et des femmes, la discrimination fondée sur le sexe et la violence sexiste sont profondément ancrés dans la culture des pays européens. Sensibiliser et éduquer le public d'une manière respectueuse et qui incite à la réflexion contribuera à instaurer la confiance et la crédibilité parmi les électeurs et les parties prenantes.

19

Augmenter le financement des refuges et des centres de soutien pour les victimes de violence sexiste et sexuelle. Veiller à ce que les victimes de violence aient accès à des services de soutien sûrs et confidentiels. L'UE devrait également obliger les États membres à mettre en œuvre des stratégies efficaces pour prévenir et combattre la violence fondée sur le genre, y compris le soutien aux victimes et les programmes de réhabilitation pour les auteurs.



ODD n° 8

Travail décent et Croissance Économique

Cette section fournit des recommandations aux décideurs européens, recueillies dans le cadre du partenariat, sur la manière d'intégrer le ODD n° 8.

20

Finaliser la standardisation de tous les diplômes au niveau européen afin de faciliter la mobilité des jeunes diplômés et la possibilité de travailler à l'étranger. Cela donnerait plus de poids aux études européennes dans le monde, mais permettrait également aux étudiants de se déplacer en Europe pendant leurs études et de trouver un emploi adéquat dans n'importe quel pays européen au lieu d'être toujours liés au pays dans lequel ils ont fait leurs études. Cela renforcerait le sentiment d'appartenance à une commune citoyenneté européenne chez les jeunes, réduirait le nationalisme et renforcerait la cohésion.

21

Repenser les programmes universitaires destinés aux étudiants en emploi, qui doivent souvent acheter des manuels supplémentaires pour

passer les examens en tant qu'étudiants non assidus alors que le planning annuel des cours n'est pas assez flexible pour répondre aux besoins d'un travailleur. Dans ces conditions, l'étudiant qui a besoin d'un revenu pour subvenir à ses besoins pendant ses études finit par consacrer plus de temps et d'argent à l'obtention d'un diplôme que ceux qui peuvent économiquement se permettre de se consacrer à plein temps aux études et d'assister aux cours.

22

Promouvoir et encourager le développement de l'éducation en soutenant les initiatives visant à améliorer les systèmes éducatifs dans les États membres, en mettant l'accent sur la qualité et l'accessibilité. L'éducation étant le fondement d'une société progressiste, en investissant dans des cadres éducatifs solides et en les promouvant, l'UE peut veiller à



ce que les générations futures soient bien équipées avec les connaissances et les compétences nécessaires au monde moderne.

23

Investir dans l'éducation non formelle et informelle afin de préparer les prochaines générations aux emplois de demain. Il est fondamental d'accorder la même importance aux compétences professionnelles et techniques qu'aux compétences de la vie courante et aux compétences non techniques, en incluant enfin les compétences culturelles dans le C.V. de chaque individu.

24

Changer la perception du travail manuel. Promouvoir le savoir-faire manuel et accorder le même crédit à ces talents et compétences qu'à d'autres types de travail, en accordant les mêmes droits et salaires aux personnes exerçant un travail manuel qu'aux personnes travaillant dans des bureaux. Des salaires plus bas, des conditions de travail plus difficiles ainsi que la mauvaise reconnaissance sociale de certains travaux manuels font que de moins en moins de personnes souhaitent occuper ces emplois plutôt que des emplois de bureau, même dans les cas où cela pourrait réellement correspondre à leurs capacités et à leurs intérêts. Il est

également nécessaire de plaider en faveur de campagnes européennes visant à déstigmatiser le travail manuel et à souligner son rôle essentiel dans la société. En promouvant la valeur et la dignité du travail manuel, l'UE peut contribuer à remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans les métiers critiques et faire en sorte que ces professions reçoivent le respect et la reconnaissance qu'elles méritent.

25

Appliquer des mesures non discriminatoires sur le lieu de travail, et pour ce faire il faut un programme d'emploi fondé sur l'égalité pour que chacun ait réellement une chance et que le lieu de travail soit inclusif. Le fait de s'efforcer consciemment d'avoir des personnes d'origines diverses sur le lieu de travail et au sein de l'équipe de travail garantirait à chacun une chance équitable, indépendamment de son genre, de sa race, de son appartenance ethnique, de son orientation sexuelle ou de son handicap.

26

Harmoniser les lois des pays membres sur le salaire minimum. Cela pourrait se faire en suivant un indicateur spécifique du coût de la vie dans chaque pays européen et en veillant à ce que les salaires minimums soient construits sur cette norme - ce qui rendrait le coût de la



vie équivalent dans tous les pays. De cette manière, nous garantirions une qualité de vie décente à chaque travailleur au sein de l'Union européenne et des conditions de confort similaires dans chaque pays.

27

Plaider pour que les processus de recrutement dans les pays de l'UE accordent plus d'importance aux compétences et aptitudes réelles du candidat plutôt qu'au type de diplôme acquis, en testant davantage de candidats dans la pratique pour déterminer s'ils sont aptes à occuper le poste plutôt que d'exclure la grande majorité d'entre eux en se contentant d'examiner le CV. Ainsi, des personnes issues de milieux et de pays d'origine très différents pourraient postuler à un éventail beaucoup plus large d'emplois et accéder à l'emploi sans être discriminées sur la base de résultats scolaires, trop étroitement liés à leur lieu de naissance et à leur capacité économique à supporter le coût de leurs études.

28

Plaider en faveur de normes européennes garantissant des conditions de travail décentes et alourdir les sanctions pour les employeurs qui ne respectent pas leurs obligations légales en matière de sécurité au travail. L'incidence des accidents du travail potentiellement mortels reste très importante dans de

nombreux pays de l'UE. Un nouveau mécanisme de contrôle et des sanctions plus strictes doivent être reformulés pour garantir que les employeurs et les employés bénéficient d'une protection égale. Une rémunération équitable et de meilleures conditions de travail sont essentielles à la satisfaction des travailleurs et à la stabilité économique.

29

29. Établir un programme européen d'échanges entre travailleurs de même catégorie. Comme c'est le cas pour les étudiants, il serait personnellement enrichissant et hautement formateur pour les travailleurs employés dans le même secteur de pouvoir réaliser des périodes d'expérimentation et d'échange dans d'autres pays. Cela serait particulièrement utile dans les domaines liés aux nouvelles technologies, à l'éducation, aux énergies renouvelables et aux systèmes de production durables dans le but de renforcer les compétences de la citoyenneté européenne, au-delà des frontières nationales, sur des questions d'importance vitale pour l'avenir de l'UE.

30

Mettre en place des programmes européens de formation et d'échange entre artisans. Dans un monde qui tend progressivement vers les technologies et la spécialisation, les métiers de l'artisanat sont de plus en plus menacés de disparition. Le risque est que certains métiers disparaissent non pas parce qu'ils



ne sont plus nécessaires mais parce que personne n'a su préserver et transmettre les compétences. Il est nécessaire de mettre en place des programmes pour préserver ces emplois et développer les compétences des artisans, notamment par l'introduction de nouvelles approches qui protègent l'environnement.

31

Garantir les droits des travailleurs, notamment le droit de se syndiquer et de négocier collectivement. Ces deux droits sont importants en tant que protection en cas de litiges devant les tribunaux du travail contre les attaques des secteurs patronaux. Aujourd'hui, la précarité des contrats est directement liée à l'atomisation de la négociation individuelle. La croissance européenne doit être conforme aux critères de développement humain.

32

Encourager l'esprit d'entreprise chez les jeunes et soutenir l'entrepreneuriat et l'innovation au niveau local. Fournir un soutien financier et des ressources aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux start-ups innovantes, y compris les entreprises sociales. L'entrepreneuriat et l'innovation, y compris l'innovation sociale, sont essentiels à la croissance économique et à la création d'emplois. Faciliter l'accès au financement, à la formation et aux

ressources peut stimuler le développement économique et favoriser une culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat au sein de l'UE.

33

Investir dans des infrastructures utiles et durables tout en soutenant la croissance économique verte et l'innovation numérique. La croissance économique européenne doit être conforme au principe de protection de la « maison commune », être axée sur les droits de l'homme et se fonder sur les critères de développement humain définis par l'ONU. Investir dans les infrastructures et les technologies vertes accélère la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre et l'impact environnemental. Les projets d'infrastructures durables améliorent la productivité et l'efficacité dans divers secteurs en fournissant des systèmes énergétiques, de transport et de communication fiables.

34

Veiller à ce que chacun ait accès à l'internet à haut débit, quel que soit son lieu de résidence, en évitant les disparités liées au centre et à la périphérie, au Nord-Sud ou aux zones urbaines et rurales. Cela permettrait de réduire les inégalités et de favoriser une croissance économique équitable. Il est essentiel d'investir dans les infrastructures numériques, notamment dans les réseaux à haut débit et les centres de



données, pour soutenir la transformation numérique et l'innovation dans tous les secteurs.

35

Accroître les efforts visant à réduire l'impact environnemental des activités économiques. Il n'y a pas d'avenir pour une croissance économique basée sur l'extraction des ressources, l'attaque contre la biodiversité et les émissions de carbone. Les politiques de l'UE doivent renforcer les mécanismes de conformité et les systèmes de surveillance pour garantir que les entreprises respectent les réglementations environnementales et atteignent les objectifs fixés. Il est également nécessaire de soutenir les initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE) qui mettent l'accent sur la réduction de l'impact environnemental et la promotion de pratiques durables tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

36

Pour faire face à une croissance économique fondée sur l'équité et la justice sociale, les décideurs européens **doivent faire appel à une coopération large et forte entre les pays membres et les institutions européennes**, principalement le Parlement européen et le Conseil européen. Il faut améliorer la coordination des politiques économiques et sociales au niveau européen afin de garantir que les lois soient cohérentes et

efficaces pour promouvoir une croissance économique durable et un travail décent. Il faut également créer des organismes chargés de surveiller la mise en œuvre des lois et des politiques.

37

Soutenir les pays en développement dans leurs efforts pour parvenir à la croissance économique et au travail décent. Notre « Maison commune » est partagée avec les pays tiers avec lesquels nous devons coopérer, en partageant les connaissances et les ressources pour les aider à construire des économies fortes et inclusives. Cela doit se faire en appliquant des stratégies de coopération fondées sur le respect mutuel, dans une forme de coopération gagnant-gagnant, en s'abstenant de soumettre un pays à l'autre.

38

Améliorer l'intégrité et la responsabilité électorales. Mettre en œuvre des réglementations et des contrôles plus stricts pour garantir que les élus restent engagés pour l'intérêt général plutôt que les intérêts personnels. Assurer la transparence et la responsabilité dans les processus politiques peut contribuer à prévenir la corruption et à renforcer la confiance du public. Cela implique de surveiller l'utilisation des fonds publics et de veiller à ce que les élus agissent dans le meilleur intérêt de leurs électeurs tout en préservant la dignité des travailleurs européens.





ODD n° 13

Action pour le Climat

Cette section fournit des recommandations aux décideurs européens, recueillies dans le cadre du partenariat, sur la manière d'intégrer le ODD n° 13.

39

Soutenir les initiatives de collecte et de gestion des déchets en promouvant des programmes à l'échelle de l'UE pour la collecte des déchets dans les espaces publics, parallèlement à des campagnes de sensibilisation du public. Par exemple, on pourrait imposer par la loi un nombre minimum de poubelles dans chaque rue - en voyageant à travers l'Europe grâce au projet SPGs, nous avons remarqué que tous les pays n'ont pas le même taux de poubelles disponibles dans les espaces publics, ce qui peut amener les gens à se sentir autorisés à jeter des déchets par terre, aussi bien en ville que dans les zones rurales. L'établissement d'une législation au niveau européen permettrait à tous les pays d'Europe de faire un pas en avant dans la réduction des déchets sauvages, ce qui aurait un impact positif sur la qualité de vie au quotidien. Une

gestion efficace des déchets est essentielle pour réduire la pollution et protéger les écosystèmes. En soutenant ces initiatives, en sensibilisant à leur importance et en offrant des possibilités d'échange d'idées et de connaissances, l'UE peut encourager l'engagement et la responsabilité des communautés en faveur d'un environnement plus propre.

40

Interdire l'utilisation des plastiques jetables. Ces emballages sont parmi les plus dommageables pour l'environnement et sont extrêmement nocifs pour l'homme comme pour le monde animal. En les interdisant au niveau européen, nous nous assurons que chacun change ses habitudes de consommation et privilégie un mode de vie moins polluant. Cela permettrait également



de réduire drastiquement la quantité de déchets que chaque famille produit et de faire une grande différence dans les émissions polluantes de l'Union européenne dans son ensemble tout en protégeant les écosystèmes.

41

Imposer des normes plus strictes sur les véhicules pour améliorer la qualité de l'air car le CO₂ émis par l'utilisation quotidienne de nos voitures est encore trop élevé. Parallèlement, il est nécessaire d'investir dans les systèmes de transport public en l'étendant aux zones non desservies jusqu'à présent et en les rendant plus efficace et plus économique afin d'inciter les gens à les utiliser au lieu de leur voiture privée.

42

Promouvoir des infrastructures de transport écologiques afin de réduire considérablement l'empreinte carbone de l'UE. Plaider pour le développement de systèmes de transport public respectueux de l'environnement et d'infrastructures pour les véhicules électriques. Les transports verts réduisent les émissions de gaz à effet de serre et améliorent la qualité de l'air.

43

Investir dans l'éducation à la mobilité urbaine durable en promouvant l'utilisation

du vélo comme moyen de transport, privé ou partagé, par des campagnes de sensibilisation et de promotion, des incitations économiques à l'achat et des journées internationales dédiées. Les bicyclettes sont des moyens de transport alternatifs qui respectent l'environnement tout en contribuant au bien-être physique des personnes qui les utilisent.

44

Soutenir les pratiques agricoles durables qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et protègent la biodiversité.

Mettre fin à l'utilisation de pesticides nocifs qui nuisent aux personnes et à l'environnement. Offrir un meilleur traitement aux travailleurs agricoles qui décident de passer à une production plus biologique, même si cela les oblige à réduire leur productivité en termes de quantité. La pollution agricole est l'une des plus importantes sources de pollution de la planète, mais le coût de sa réduction ne peut être supporté par les agriculteurs. Il faut les encourager à initier ce changement en leur proposant des incitations économiques et des allègements fiscaux.

45

Imposer des lois draconiennes sur les émissions de carbone aux grandes entreprises ou aux particuliers dont l'empreinte carbone est très élevée. Fixer un prix pour les émissions de CO₂ et investir les recettes du système de tarification du carbone dans des mesures d'atténuation et



d'adaptation au changement climatique, ainsi que dans des technologies propres. Reconnaître un certain niveau d'émission de carbone comme un délit passible de poursuites judiciaires, de sorte que le risque encouru par les contrevenants soit suffisamment important pour les inciter à adopter des comportements plus vertueux.

46

Fixer une date finale pour l'élimination progressive du charbon, du pétrole et du gaz naturel et s'engager réellement à la respecter. Supprimer les subventions aux combustibles fossiles pour rendre les énergies propres plus compétitives et investir dans des projets d'énergie renouvelable. Encourager une adoption plus large des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie hydroélectrique et l'énergie éolienne par le biais d'un financement et d'un soutien politique. La transition vers les énergies renouvelables est essentielle pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles et lutter contre le changement climatique. Les députés européens peuvent faciliter cette transition en encourageant les politiques et les investissements dans les technologies énergétiques durables. Ainsi, personne ne sera laissé pour compte dans la transition verte et les sources d'énergie verte seront abordables pour tous.

47

Mettre en œuvre des politiques et des réglementations plus strictes pour

améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments, les transports et l'industrie, et appliquer des sanctions en cas de non-respect afin de s'assurer que les réglementations sont prises au sérieux et qu'elles ont l'impact souhaité. Les bâtiments, les transports et l'industrie sont responsables de la majorité des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'efficacité énergétique réduit directement la quantité d'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches, diminuant ainsi la combustion de combustibles fossiles et les émissions de dioxyde de carbone qui en résultent. Il est essentiel de soutenir la recherche et le développement de technologies de pointe en matière d'efficacité énergétique au niveau de l'UE par le biais d'aides et de subventions.

48

Investir dans une collaboration permanente entre les universités européennes pour l'organisation périodique d'appels à idées qui permettront aux étudiant.es européen.nes de présenter leurs propositions d'innovation sociale pour atténuer les effets du changement climatique qui affectent systématiquement tous les pays aujourd'hui. Le financement de projets viables permettrait de tester des actions pilotes d'impact social, par le lancement de nouvelles start-up ou la mise en place d'une collaboration avec des entreprises existantes.



49

Étendre les zones naturelles protégées et garantir et allouer des fonds de l'UE pour des projets de reforestation, le développement d'espaces verts, de vergers et de vignobles. Ces actions sont essentielles pour la séquestration du carbone et la conservation de la biodiversité et nécessitent des investissements importants, que l'UE peut contribuer à fournir par le biais de programmes de financement spécifiques. Les forêts et les écosystèmes naturels sont des puits de carbone essentiels, qui absorbent d'importantes quantités de CO₂ dans l'atmosphère. Parallèlement, les sols sains des zones reboisées et protégées stockent le carbone, empêchant ainsi sa libération dans l'atmosphère. L'extension des zones protégées protège les habitats de diverses espèces, favorisant ainsi la biodiversité et la stabilité des écosystèmes. Les zones riches en biodiversité fournissent des services écosystémiques essentiels, tels que la pollinisation, la purification de l'eau et la régulation du climat, qui sont cruciaux pour le bien-être humain.

50

Restaurer la végétation urbaine en prévoyant chaque année la plantation d'arbres et la création d'espaces verts respectant une norme quantitative fixée au niveau européen et basée sur le nombre d'habitants de la zone concernée.

La présence d'espaces verts rend les villes plus vivables en purifiant la qualité de l'air et en atténuant les effets des événements climatiques extrêmes. Par exemple, le sol absorbe l'eau en cas de fortes pluies, les arbres offrent de l'ombre et des zones de fraîcheur en cas de fortes chaleurs. Contrôler strictement ces normes et prévoir des sanctions pour les villes européennes qui ne les respectent pas. Les conditions de vie dans les villes se détériorent d'année en année, ce qui nuit considérablement à la santé des citoyens.

51

Décourager le trafic d'animaux sauvages.

Les espèces sauvages sont souvent surexploitées à des fins commerciales, ce qui entraîne un déclin des populations, voire leur extinction. Le commerce des espèces sauvages est l'un des principaux moteurs de la perte de biodiversité, puisqu'il touche des milliers d'espèces dans le monde entier. Chaque espèce jouant un rôle spécifique dans son écosystème, la disparition de certaines espèces en raison du commerce peut perturber les chaînes alimentaires et l'équilibre écologique, entraînant des conséquences imprévues pour des écosystèmes entiers. En fait, les espèces sauvages contribuent à la diversité génétique nécessaire aux écosystèmes pour s'adapter aux changements et aux stress, tels que le changement climatique et les maladies. Le trafic d'espèces sauvages étant souvent lié à la criminalité organisée et à la corruption, le décourager au niveau de



l'UE contribuera également à promouvoir l'État de droit.

52

Soutenir les efforts diplomatiques et la coopération internationale pour mettre fin aux conflits et promouvoir la paix.

Les conflits armés entraînent souvent la destruction d'écosystèmes, la déforestation et la perte d'habitats, ce qui aggrave la perte de biodiversité et réduit les puits de carbone. Ils peuvent également entraîner une pollution importante de l'air, de l'eau et du sol en raison de l'utilisation d'explosifs, de déversements de pétrole et d'armes chimiques, qui peuvent avoir des effets à long terme sur l'environnement. L'UE doit soutenir les efforts diplomatiques de médiation et de résolution des conflits par le dialogue et la négociation pacifiques, en privilégiant les solutions non violentes, en investissant dans des initiatives de consolidation de la paix qui s'attaquent aux causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, les inégalités et la pénurie de ressources, favorisant ainsi la stabilité à long terme. En donnant la priorité à la paix, les députés européens peuvent contribuer à créer un environnement plus stable et plus durable pour la mise en œuvre d'initiatives écologiques.

53

Développer et promouvoir des instruments financiers verts tels que les obligations vertes pour attirer les

investissements dans des projets durables. Ces instruments peuvent accélérer considérablement la transition vers une économie à faibles émissions de carbone en attirant des investissements dans des initiatives qui luttent contre le changement climatique, promeuvent la durabilité environnementale et favorisent la croissance économique. En offrant des rendements attrayants et en s'alignant sur l'intérêt croissant des investisseurs pour la durabilité, les instruments financiers verts peuvent attirer des capitaux privés, complétant ainsi le financement public de l'action climatique. Les investissements dans des projets verts stimulent l'activité économique et créent des emplois dans des secteurs émergents tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les transports durables.

54

Soutenir les projets de recherche axés sur les technologies d'atténuation et d'adaptation au climat. Il peut s'agir d'aides, de subventions et d'incitations fiscales pour les initiatives de recherches et développements des secteurs public et privé. Il est également possible d'encourager les partenariats entre les universités, les instituts de recherche et les entreprises privées afin de tirer parti de la diversité des compétences et des ressources. Ou encore en créant des pôles d'innovation et des incubateurs, qui peuvent fournir aux startups et aux chercheurs les ressources, le parrainage et les possibilités de mise en réseau nécessaires au développement et à



l'extension de leurs innovations. Il est fondamental d'investir dans la recherche pour améliorer l'efficacité et réduire le coût des panneaux solaires, des éoliennes et des autres technologies liées aux énergies renouvelables. Parallèlement, il est essentiel de soutenir le développement de sources de bioénergie durables, telles que les biocarburants à base d'algues et les technologies de valorisation énergétique des déchets.

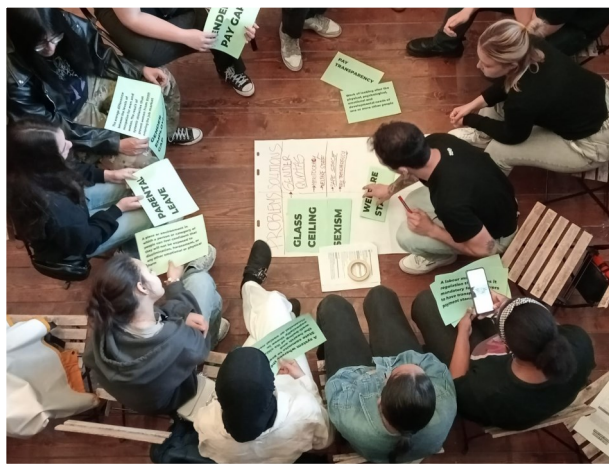
55

Investir dans des initiatives d'économie circulaire visant à minimiser les déchets et à tirer le meilleur parti des ressources en créant des systèmes en boucle fermée où les produits, les matériaux et les ressources sont réutilisés, remis à neuf et recyclés. En réduisant le besoin de nouvelles matières premières, l'économie circulaire diminue la consommation d'énergie et les émissions associées à l'extraction, à la production et au transport. Parallèlement, l'économie circulaire crée de nouvelles opportunités dans les secteurs du recyclage, de la réparation et de la refabrication, favorisant ainsi la croissance économique et la création d'emplois. Les politiques européennes pourraient encourager les fabricants à concevoir des produits durables, facilement réparables et évolutifs afin d'allonger leur cycle de vie et de réduire les déchets. Ces politiques pourraient être mises en œuvre en établissant des systèmes qui rendent les producteurs responsables de l'ensemble

du cycle de vie de leurs produits, y compris la reprise, le recyclage et l'élimination finale. Des mesures d'incitation devraient être prévues pour les entreprises qui adoptent des pratiques durables et utilisent des matériaux recyclés dans leurs processus de production.

56

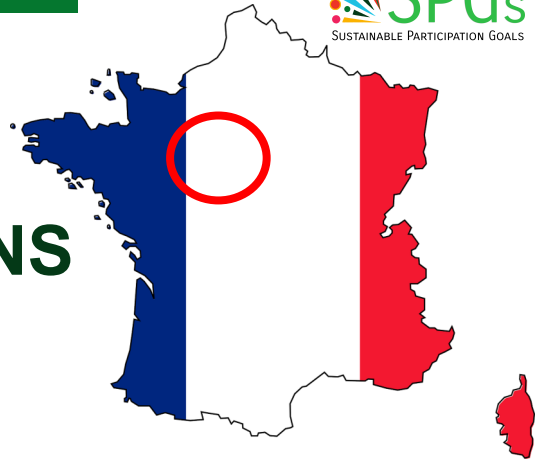
Établir et appliquer des normes pour la production de mode vestimentaire durable, couvrant des aspects tels que l'empreinte carbone, la réduction des déchets et les pratiques de travail éthiques. Offrir des incitations aux entreprises qui adoptent des matériaux durables et respectueux de l'environnement, tels que le coton biologique, les fibres recyclées et les tissus biodégradables. Nous considérons qu'il est extrêmement pertinent à cet égard de soutenir la croissance des marchés de vêtements d'occasion et des plateformes de partage qui encouragent les consommateurs à acheter et à vendre des vêtements d'occasion. Les politiques et les investissements devraient être soutenus par une campagne de sensibilisation au niveau de l'UE pour éduquer les consommateurs sur l'impact environnemental de la fast fashion et les avantages des alternatives durables, en les encourageant à prendre des décisions d'achat réfléchies, en se concentrant sur la qualité plutôt que sur la quantité et en donnant la priorité aux marques durables.





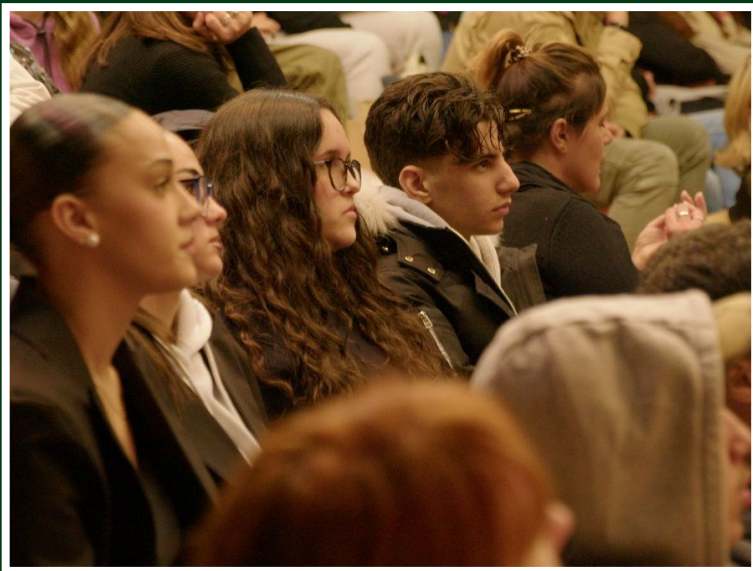
III

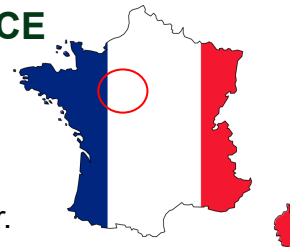
RECOMMENDATIONS POUR LES DÉCIDEURS LOCEAUX



RECOMMANDATIONS DE LA FRANCE

Cette section énumère les recommandations de la France, déduites des activités et des mobilités mises en œuvre en France par le Théâtre de l'Opprimé, dans la **région parisienne et Centre-Val de Loire**.





ODD n° 5 Égalité de genre

1

Veiller à ce que les médias influents, qui jouent aujourd'hui un rôle important dans la vie et dans leur compréhension du monde de toutes et tous, présentent un large éventail de potentialités et évitent d'imposer des normes telles que ce que les gens devraient être en fonction de leur sexe. Il est important de sensibiliser les citoyennes sur le sujet en diffusant une image plus humaine et moins objectivée des femmes, car c'est en les montrant comme des êtres humains à part entière que nous empêcherons les gens de se les représenter comme inférieures aux hommes.

2

Intensifier les campagnes de sensibilisation sur la question des violences sexistes et sexuelles et notamment à l'égard des femmes, élargir les publics visés tout en approfondissant les réflexions sur leurs causes et les réponses possibles à apporter. Nous devons parler de ce type spécifique de violence dans les écoles, sur les lieux de travail, dans les lieux de culte, les terrains de sport et dans tous les espaces publics, en proposant des groupes d'information ou des cours gratuits sur la manière dont ces questions peuvent affecter notre vie ou celle de nos proches et sur la manière d'y réagir efficacement. Parce que la forme la plus courante de violence se

cache derrière les murs du foyer.

Elle est la plus difficile à combattre et constitue une menace permanente pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

3

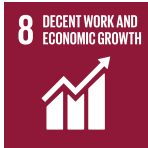
Renforcer les sanctions et la responsabilité en cas de harcèlement sexuel, non seulement à l'encontre des auteurs de l'acte, mais aussi à l'encontre des personnes occupant des postes socialement importants qui, bien qu'informées des faits et ayant reçu une plainte, décident de ne pas agir en ne signalant pas l'affaire aux autorités compétentes.

4

Renforcer les réglementations contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Ce n'est qu'en faisant du lieu de travail un espace sûr où des mesures adéquates sont prises pour prévenir le harcèlement sexuel (formations et éducation, réglementation, mesures de prévention et procédures en cas de plainte) que nous permettons aux femmes de travailler au maximum de leurs capacités et que nous réduisons les inégalités entre les hommes et les femmes.

5

Éduquer les citoyennes, en particulier les jeunes générations, à reconnaître les stéréotypes de genre afin de réduire les préjugés sexistes. Il est important de sensibiliser à l'importance de l'éducation des hommes sur ces sujets et de comprendre que l'inégalité entre les hommes et les femmes est un fléau pour les deux sexes et pas seulement pour les femmes.



ODD n° 8

Travail décent et Croissance Économique

6

Faciliter l'accès des jeunes au marché du travail. Notre milieu socio-économique influe sur la qualité et la quantité d'informations dont nous disposons pour comprendre comment aborder la recherche d'un emploi. Savoir où chercher du travail et les manières de le faire est, en effet, un privilège, en particulier pour les jeunes qui n'ont pas un niveau d'éducation élevé, alors que l'information devrait être accessible à toutes et tous. Faire connaître les principaux outils et canaux de recherche d'emploi est le premier pas vers la réalisation d'un travail décent pour toutes et tous.

7

Sensibiliser aux stéréotypes de genre sur le lieu de travail. L'accès à certaines professions reste l'apanage d'un genre spécifique, ce qui empêche les exclus de poursuivre leurs rêves et d'exploiter pleinement leur potentiel. En sensibilisant les employeurs à la discrimination fondée sur le genre, ils seraient plus enclins à veiller à ce que leurs équipes de travail respectent les principes d'inclusion et de diversité.

8

Organiser des salons de recherche d'emploi et des ateliers de rédaction de CV pour

aider les personnes à rechercher des opportunités d'emploi et à postuler correctement aux offres d'emploi, en particulier dans les quartiers populaires. Le système de soutien actuel est inefficace et ne répond pas aux besoins de la population, en particulier des personnes ayant moins d'opportunités et vivant dans des zones socialement défavorisées.

9

Encourager les entreprises locales à proposer des stages rémunérés et des programmes d'études diplômantes. Le résultat serait à la fois d'aider les jeunes à entrer sur le marché du travail avec une expérience pratique acquise sur le terrain et d'assurer aux entreprises qu'elles emploient quelqu'une qui sait déjà comment travailler, tandis que payer des stages aux jeunes leur permettrait de couvrir leurs dépenses, car tout le monde n'a pas le privilège de ne pas avoir besoin d'un revenu mensuel pour subvenir à ses besoins.

10

Renforcer le système de soutien aux petites entreprises locales, en leur donnant une chance de prospérer et ainsi, par un cercle vertueux, de créer de nouvelles offres d'emploi. L'entrepreneuriat local pourrait être encouragé en proposant des cours ouverts sur la gestion d'entreprise, en facilitant l'accès au financement, en particulier au début de l'activité et surtout si des jeunes se lancent dans cette aventure.



ODD n° 13

Action pour le Climat

11

Obliger tous les commerces locaux à ne pas distribuer de sacs en plastique inutiles et à privilégier les sacs en papier, voire les sacs en tissu provenant de chaînes d'approvisionnement éthiques. Il est encore trop courant de voir l'espace public souillé par tous les déchets auxquels les gens ont facilement et constamment accès. Outre la sensibilisation des citoyens, il est nécessaire d'obliger leurs fournisseurs locaux à être plus respectueux de l'environnement.

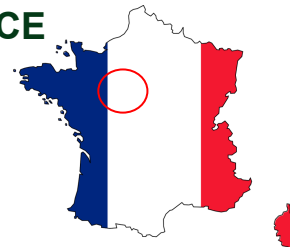
12

Introduire dans les programmes scolaires des activités pratiques d'éducation à l'environnement telles que le ramassage des ordures dans les espaces publics (rues, places, parcs, plages), la plantation et le désherbage dans les espaces verts, la création d'abris pour les animaux (errants, oiseaux, insectes), à répéter périodiquement. De cette manière, les jeunes seraient réellement sensibilisés et motivés pour prêter plus d'attention à l'impact de leurs actions.

13

Développer davantage de pistes cyclables et de zones piétonnes. De nombreux quartiers populaires manquent de voies piétonnes et cyclables, et plus généralement d'aménagement urbain. De ce fait, la vie

FRANCE



quotidienne est moins organisée pour un mode de vie durable et encourage les gens à utiliser la voiture quotidiennement. Nous pourrions également avoir plus de magasins de proximité accessibles à pied. L'aménagement urbain est très important pour le développement d'une bonne vie sociale à l'intérieur des quartiers et pour garantir à ses habitants un mode de vie durable.

14

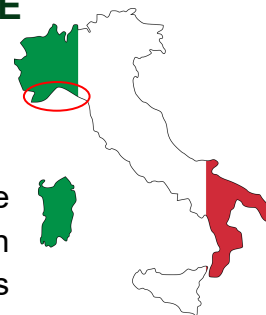
Plaider pour que les gens consomment moins de viande. Cela pourrait se faire par le biais d'une campagne de marketing, par exemple en conduisant des accords avec les grandes chaînes de supermarchés pour qu'elles ne vendent pas de viande un jour par semaine (« mardi sans viande »). Étant donné qu'il est universellement reconnu que la consommation intensive de viande est nocive pour la santé et que l'industrie de la production de viande est l'une des principales sources de pollution de la planète, il est impératif que les gens réduisent la demande de viande pour que l'offre change en conséquence, ou vice versa.

15

15. Réduire l'emballage des produits en utilisant des matériaux entièrement recyclables et, dans la mesure du possible, en évitant l'emballage. Encourager la vente et l'achat de produits en vrac qui réduisent l'emballage à zéro en apportant son propre contenant, sa propre bouteille ou son propre pot, grâce à des incitations économiques pour les vendeurs qui se traduisent par des prix plus bas pour les consommateurs, et en appliquant des allègements fiscaux.



ITALIE



ODD n° 5 Égalité de genre

1

Rendre obligatoire l'utilisation de CV où le genre n'est pas spécifié. La possibilité d'évaluer un profil professionnel sans connaître le genre permet une évaluation objective et sans préjugés des compétences qui pourraient autrement empêcher une femme ou un membre de la communauté LGBTQ+ d'accéder à un poste.

2

Inclure l'éducation émotionnelle et relationnelle dans les programmes scolaires, dès l'école primaire. En Italie, il existe de nombreux cas de féminicides, dont le motif est presque toujours une relation qui a mal tourné. Nous devons apprendre à gérer nos sentiments, à refuser et à accepter le rejet, à respecter la dignité des personnes, à éviter la jalousie toxique et la possessivité, à être ensemble sans perdre notre liberté. Nous devons l'apprendre pendant que nous sommes jeunes et être prêts à l'enseigner à nos enfants afin de briser la chaîne de la violence fondée sur le genre qui prévaut encore dans notre société aujourd'hui.

3

Nettoyer les médias des représentations stéréotypées des rôles de genre, qui ont un impact négatif sur tout le monde, hommes, femmes et membres de la communauté LGBTQ+. Nous devrions tous être libres de ressentir ce que nous ressentons, d'aimer qui nous voulons, de pratiquer le sport que nous

voulons, de choisir nos études, notre travail et nos passions en fonction de nos préférences et de nos attitudes. Les représentations stéréotypées, bien que moins répandues que par le passé, n'ont pas encore disparu et continuent de saper le processus de réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes.

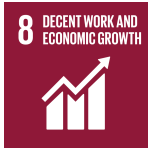
4

Éviter que les victimes d'agressions soient mises en cause pour leur tenue vestimentaire ou leur attitude, comme si le fait de porter un certain vêtement ou de fréquenter un certain lieu à une certaine heure pouvait légitimer l'agression. Les femmes ont les mêmes droits que les hommes en ce qui concerne le choix des vêtements ou des lieux de fréquentation, qui doivent être sûrs pour tous et sans distinction aucune. L'institution publique doit être en première ligne pour affirmer que ce type d'argument ne peut être et ne sera pas toléré, en décourageant et en sanctionnant son utilisation par des moyens formels.

5

Introduire des cours d'éducation à l'identité de genre pour le personnel scolaire, le personnel hospitalier, les forces de l'ordre et, en général, toutes les personnes occupant des postes de référence plus ou moins spécialisés et s'adressant à un public plus ou moins vaste. L'identité de genre est un sujet qui est de plus en plus exploré par les jeunes, alors qu'il reste difficile à comprendre pour les générations plus âgées. Il est nécessaire de combler ce fossé, en particulier dans les contextes où les personnes qui manquent de compréhension sont des figures qui, pour les jeunes, devraient être des points de référence.





ODD n° 8

Travail décent et Croissance Économique

6

Inclure dans les programmes scolaires l'éducation à l'emploi telle que la connaissance de l'activation et de la cessation des contrats de travail, des normes de sécurité au travail, des droits et des devoirs des travailleurs. Notre manque de connaissances sur ces questions lorsque nous entrons sur le marché du travail nous rend plus vulnérables aux formes d'exploitation et au travail non déclaré.

7

Exiger que les stages soient rémunérés, en prévoyant une contribution économique ou d'autres formes de rémunération telles que des opportunités culturelles ou des bons pour l'achat de fournitures scolaires. De plus en plus de stages sont présentés comme des opportunités pour les étudiants alors qu'ils ne sont qu'un moyen pour l'entreprise de bénéficier d'une main-d'œuvre gratuite.

8

Élargir les possibilités de stages ou d'expériences d'études à l'étranger en augmentant les subventions pour les

familles à faibles revenus. Les programmes qui permettent aux jeunes de vivre des expériences d'étude et de formation à l'étranger sont généralement des opportunités exclusives accessibles aux familles privilégiées. Bien que nombre d'entre eux offrent une sélection qui tient compte du mérite de l'individu, la capacité économique de la famille reste indispensable pour assurer la viabilité économique de l'étudiant pendant la période à l'étranger.

9

Introduire une certification formelle et gratuite des compétences dès la dernière année de l'enseignement secondaire. Permettre aux jeunes de terminer le cycle des études secondaires par un parcours de validation formelle des compétences leur permet d'aborder le marché du travail avec un ensemble de compétences plus spécifique et des éléments concrets à inclure dans le CV.

10

Introduire des politiques innovantes en faveur des jeunes travailleurs saisonniers, souvent sous-payés ou contraints de travailler dans des conditions précaires et mal protégées. Faciliter la régulation de ce type de travailleurs par l'introduction de nouvelles formes contractuelles prévoyant des prestations de retraite et des congés maladie.



ODD n° 13

Action pour le Climat

11

Introduire la possibilité d'obtenir des crédits de formation scolaire par l'organisation d'événements et d'initiatives environnementales visant à nettoyer les espaces publics (par exemple, les rues, les parcs, les plages), à entretenir les zones naturelles ou la végétation urbaine, à préserver la biodiversité (par exemple, en plantant une végétation spécifique qui favorise la pollinisation des abeilles).

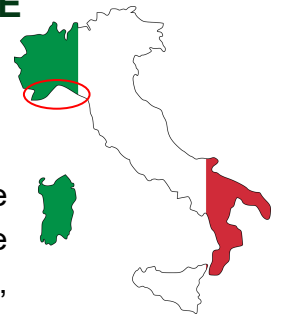
12

Suppression des distributeurs de boissons en bouteille dans les écoles et remplacement par des distributeurs d'eau et fourniture de bouteilles d'eau réutilisables aux élèves. Il s'agit d'un investissement incroyablement faible par rapport aux avantages de la diffusion de cette simple pratique de développement durable.

13

Augmenter le nombre de poubelles pour la collecte des bouteilles en plastique et d'autres matériaux hautement recyclables qui offrent des bons et des réductions aux citoyens qui les utilisent. Ces poubelles,

ITALIE



fruit d'une initiative très positive tant du point de vue environnemental que social, sont efficaces mais encore trop peu répandues.

14

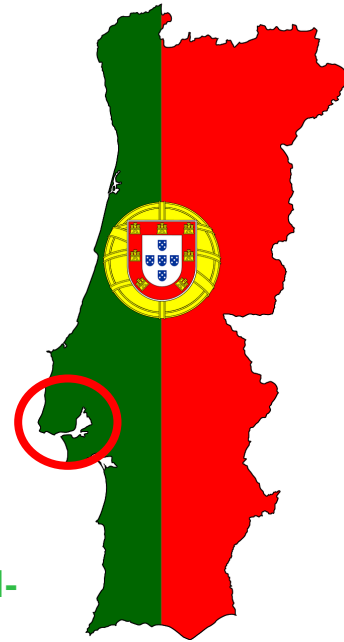
Établir et rendre obligatoire une application pour un affichage simple de la consommation des ressources domestiques (électricité, gaz, eau). Une meilleure connaissance des consommations dans lesquelles nous nous engageons encouragerait leur suivi, avec des avantages à la fois économiques et de sauvegarde des ressources.

15

Alimenter le cercle vertueux de l'économie circulaire de la mode en créant des lieux propices au « swapping » direct où l'on peut échanger des vêtements, des appareils électriques et numériques, du mobilier. Il est malheureusement encore trop difficile de trouver des endroits où nos objets inutilisés peuvent trouver une nouvelle vie, où réparer des objets qui ne fonctionnent plus, alors qu'il est trop facile de s'en débarrasser en les jetant à la poubelle et en achetant de nouvelles versions, peut-être de mauvaise qualité et à bas prix, qui se casseront rapidement. La mise à disposition d'un espace pour l'échange direct de biens entre les citoyens réduit la quantité de déchets et augmente le niveau de cohésion sociale.

RECOMMANDATIONS DU PORTUGAL

Cette section énumère les recommandations du Portugal, déduites des activités et des mobilités mises en œuvre en Portugal par CAI dans la région de Lisbonne et de la vallée du Tage.





ODD n° 5 Égalité de genre

1

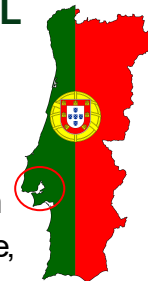
Promouvoir des programmes éducatifs dans les écoles et les communautés qui abordent des sujets tels que les stéréotypes de genre, la violence à l'encontre des femmes et des jeunes femmes, et les droits sexuels et reproductifs. Au cours de la scolarité obligatoire, de la cinquième à la douzième année, les élèves disposent de 90 minutes par semaine pour sensibiliser le public à un sujet que les enseignants et les élèves peuvent choisir dans une liste officielle. L'égalité entre les femmes et les hommes et les sujets connexes pourraient être ajoutés à cette liste.

2

Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation dans différents médias sociaux afin de promouvoir l'égalité de genre tout en encourageant et en formant les jeunes à lutter en première ligne contre les stéréotypes sexistes et la violence liée à la diversité des genres. Les campagnes pourraient impliquer des jeunes de différents sexes afin d'être plus efficaces en termes de communication et de mettre en place une éducation au genre de pair à pair.

3

Garantir l'égalité des sexes au sein des conseils municipaux, en permettant effectivement aux femmes de participer à la définition des politiques et à la prise de décision. Le conseil local devrait également assurer une représentation égale des femmes à tous les niveaux des services locaux,



soutenir les initiatives de leadership féminin dans différents domaines de la vie publique, et enfin produire des recommandations locales sur l'égalité des mesures de genre pour le secteur économique local privé et les organisations locales de la société civile.

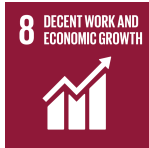
4

S'engager dans la lutte contre la violence liée au genre dans le cadre domestique en établissant des mécanismes de prévention au niveau local par le biais de la sensibilisation. Tous les membres de la communauté doivent savoir que le signalement peut sauver des vies et réduire les chances des délinquants de perpétrer des actes de violence. Le contrôle social est la responsabilité de chacun et la réduction de la violence peut être obtenue par la promotion d'une culture du respect et de la tolérance dans nos communautés. Des assemblées de citoyens pourraient être créées pour concevoir et discuter de ces mesures.

5

Lancer une vaste campagne locale pour promouvoir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes effectuant un travail égal ou de valeur égale. L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes au Portugal est supérieur à la moyenne européenne et n'a que très peu évolué au cours de la dernière décennie. La position dans la hiérarchie influe sur le niveau de rémunération : moins d'un PDG d'entreprise portugaise sur dix est une femme. Les autorités locales pourraient prévoir des subventions pour les entreprises locales qui respectent l'égalité des sexes au sein de l'organisation, notamment en garantissant la présence de femmes dans les postes de direction, tout en prévoyant des mesures dissuasives pour celles qui ne le font pas.





ODD n° 8

Travail décent et Croissance Économique

6

Investir dans des formations professionnelles et éducatives adaptées aux besoins du marché du travail local. Nous pensons qu'il est important de créer et de maintenir des emplois liés au patrimoine culturel et au savoir-faire tout en veillant à ce que les jeunes aient les compétences nécessaires pour obtenir ces emplois. Cela signifie que les compétences techniques et professionnelles sont transmises sans rupture générationnelle aux jeunes qui sont invités à recréer et à améliorer ces techniques avec de nouveaux moyens. Il est également important de fournir un contexte d'apprentissage pratique qui permette aux gens de mettre à jour leurs compétences et de s'adapter aux changements du marché du travail dans une trajectoire harmonieuse.

7

Créer un environnement favorable aux entrepreneurs locaux (hommes et femmes), en particulier aux petites et moyennes entreprises, en accordant

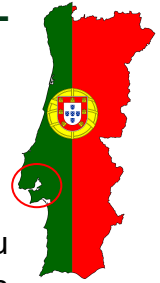
une attention particulière à l'esprit d'entreprise des jeunes. Mesures qui pourraient être prises : simplifier les processus bureaucratiques pour l'ouverture et la gestion des entreprises ; réduire les charges administratives pour les entreprises ; offrir des incitations fiscales aux entreprises qui créent des emplois locaux ; attirer les investissements et créer des opportunités d'emploi au sein de la communauté locale. La croissance économique locale durable est essentielle pour influencer le développement humain.

8

S'engager dans la promotion des produits locaux, tels que les cultures agricoles, les aliments liés à l'alimentation et aux technologies locales, les techniques de construction locales et l'artisanat développé au sein des communautés locales. Les communautés doivent être encouragées à s'approvisionner auprès des producteurs locaux afin d'augmenter l'emploi local et de réduire leur empreinte carbone.

9

Programme de parrainage financier organisé par des organisations locales pour aider les jeunes à se préparer efficacement à leur futur emploi. Les groupes de parrainage pourraient être dirigés par des



professionnels locaux ayant de l'expérience, des compétences et la volonté de contribuer à façonner une société plus inclusive, améliorant ainsi la cohésion sociale au sein de nos communautés.

10

Promouvoir la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, en garantissant et en encourageant les synergies et les efforts pour atteindre les ODD de l'Agenda 2030 au niveau local. Nous entendons parfois des arguments selon lesquels il existe une incompatibilité entre les industries traditionnelles et la réalisation des ODD en termes de protection de la qualité de l'eau, de réduction de la pollution de l'air, etc. Les autorités locales pourraient renforcer la collaboration entre les universités, les entreprises et les organismes gouvernementaux afin de stimuler l'innovation et d'introduire des solutions pour relever le défi des ODD.

11

Garantir un salaire décent et protéger les droits des travailleurs, y compris le droit de se syndiquer et de mener des négociations collectives, tout en prévoyant des mesures pour s'assurer que leurs voix sont entendues. La plupart des membres de la communauté font partie du

marché du travail actif.

Ils discutent de sujets liés au lieu de travail avec leur famille, leurs amis et leurs groupes sociaux, et formulent souvent des propositions pour améliorer les conditions de travail. D'où l'importance d'appliquer une stratégie participative ascendante, de renforcer les droits des travailleurs et de contribuer à la cohésion sociale.



ODD n° 13

Action pour le Climat

12

Être à l'avant-garde de la publicité sur la réparation et la réutilisation d'articles courants tels que les appareils électroniques, les vêtements, les meubles et autres. La chaîne de production reste généralement très polluante, entraînant d'importantes émissions de carbone à chaque étape, de l'extraction des matières premières à la fabrication et au transport des marchandises jusqu'au marché. Pour protéger le climat, nous devons acheter moins de choses, acheter d'occasion et réparer ce que nous pouvons. Les décideurs locaux peuvent financer des campagnes de sensibilisation, l'ouverture et le fonctionnement de centres de réparation, des initiatives d'économie circulaire émanant d'organisations locales ou de particuliers, des événements de troc, l'ouverture de centres de collecte d'objets en bon état qui peuvent être échangés, vendus ou donnés, etc.

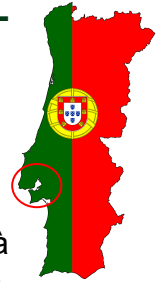
13

Soutenir financièrement les initiatives des entreprises ou des particuliers

visant à accroître l'efficacité énergétique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La première étape consiste à promouvoir ou, mieux encore, à rendre obligatoire le diagnostic d'efficacité énergétique dans les maisons, les appartements et les lieux de travail. Ensuite, les autorités locales pourraient encourager la modernisation des bâtiments résidentiels, commerciaux et publics avec des technologies à haut rendement énergétique et une meilleure isolation ; établir et appliquer des normes de performance énergétique pour les nouvelles constructions afin de s'assurer qu'elles répondent à des critères élevés d'efficacité énergétique ; offrir des incitations fiscales, des remises ou des subventions aux propriétaires qui adoptent des certifications de bâtiments écologiques.

14

Prendre soin des espaces verts. Dans les espaces verts urbains, privilégier les espèces végétales indigènes et remplacez les espèces non indigènes, en particulier celles considérées comme envahissantes. Les plantes, les animaux et les insectes dépendent les uns des autres. La plupart des insectes ne mangent pas les plantes non indigènes, ce qui signifie que les oiseaux et les autres espèces perdent



une source de nourriture et que la biodiversité en souffre. Même un seul arbre ou arbuste peut offrir un refuge à diverses espèces animales, mais s'abstenir d'utiliser des insecticides et autres produits chimiques pour en prendre soin.

15

Promouvoir des campagnes de sensibilisation pour éduquer sur la bonne élimination des déchets, en prévoyant des sanctions économiques pour les entreprises et les citoyens qui ne s'y conforment pas, tout en renforçant les mesures de contrôle et de surveillance. Les humains, les animaux et les plantes souffrent tous de la contamination des sols et des eaux par des déchets jetés de manière inappropriée. Les décideurs locaux pourraient financer des opérations de nettoyage dans les parcs, les rivières, les plages et au-delà. Chaque année, les gens jettent 2 milliards de tonnes de déchets, dont environ un tiers cause des dommages environnementaux, empoisonnant les sols et les réserves d'eau.

16

Coopérez avec d'autres villes et communautés pour partager les connaissances et l'expérience dans la mise en œuvre de politiques climatiques efficaces. Faire entendre

les voix et encourager les autres gouvernements locaux à unir leurs efforts et à agir. Travailler ensemble est l'un des moyens les plus rapides et les plus efficaces de faire la différence. Faire savoir aux citoyens et aux propriétaires d'entreprises que vous soutenez des changements audacieux – des produits et emballages sans plastique aux véhicules zéro émission – et appelez les autres gouvernements locaux à suivre votre exemple.

RECOMMANDATIONS DE LA ROMÉNIE



Cette section énumère les recommandations de la Roménie, déduites des activités et des mobilités mises en œuvre en Roménie par Polylogos dans la région **Transylvanie**.





ODD n° 5 Égalité de genre

1

Promouvoir l'égalité de genre dans les fonctions publiques, sur le lieu de travail et dans les postes d'autorité. Mettre en œuvre un système d'évaluation équitable, fondé sur le mérite et l'égalité des chances, et proposer des formations continues aux fonctionnaires sur le thème « Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les jeunes femmes ». Les femmes sont souvent victimes de discrimination dans les lieux publics, non seulement de la part des hommes mais aussi des autres femmes. La sensibilisation et l'éducation des fonctionnaires et des employeurs à l'importance de l'égalité des sexes et à la manière d'être sensible à la question du genre contribueront à réduire la discrimination et à promouvoir les femmes à des postes de direction. Des évaluations objectives, une formation continue et des sanctions en cas de discrimination peuvent contribuer à garantir un environnement de travail plus équitable. L'augmentation de la représentation des femmes aux postes de pouvoir peut garantir que

leurs intérêts et leurs points de vue sont correctement représentés, contribuant ainsi à des politiques plus équitables et à la promotion de l'égalité de genre.

2

Créer des espaces sûrs pour que les femmes puissent exprimer leurs opinions. Créer des centres communautaires et des espaces publics où les femmes peuvent exprimer leurs opinions, discuter des questions qui les concernent et signaler les abus ou la discrimination dans un environnement sûr et protégé. De nombreuses femmes ont été réduites au silence par la violence ou les menaces de violence, et pour cette raison, elles évitent souvent d'exprimer leurs opinions et de participer aux débats publics. Il est essentiel de fournir aux femmes un endroit sûr pour exprimer leurs opinions afin de prévenir la violence et les abus de pouvoir et de renforcer leur rôle dans la société. Ces centres peuvent offrir aux femmes un espace pour jouer un rôle actif dans la vie démocratique, ils peuvent fournir un soutien et des conseils et contribuer à un environnement plus sûr et plus juste pour les femmes et les hommes, les garçons et les filles, dans toute leur diversité.

3

Mettre en place des programmes de soutien à la santé mentale et émotionnelle des hommes, en favorisant la libre expression dans un cadre formel. Encourager les hommes à exprimer leurs émotions et à demander de l'aide pour des problèmes de santé mentale peut contribuer à réduire les stéréotypes sexistes et à créer un équilibre plus sain entre les sexes, ainsi qu'une société plus sûre et plus juste pour tous. Cela permet d'éviter que les gens tombent dans les extrêmes et de soutenir l'idéal d'égalité de genre.

4

Assurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes aux mêmes postes et encourager les femmes à postuler à des postes de direction. L'élimination des disparités salariales et la promotion active des femmes aux postes de direction renforceront leur confiance et leur estime de soi, leur offriront des opportunités de carrière égales et contribueront au développement d'une société plus équitable. En outre, les salaires des professions traditionnellement dominées par les femmes (comme les infirmières et les enseignantes) devraient être augmentés, tout comme les femmes devraient bénéficier d'un statut et d'un respect plus élevés dans la société.

5

Promouvoir l'éducation et la sensibilisation à l'égalité de genre en organisant des ateliers, des séminaires et des programmes éducatifs dans les écoles pour lutter contre les stéréotypes sexistes. Sensibiliser la communauté à l'importance de l'égalité des sexes et lutter contre les stéréotypes dès le plus jeune âge contribuera à créer une société plus équitable et inclusive. Collaborer avec les écoles, former les enseignants et organiser des événements éducatifs sont des mesures concrètes pour atteindre cet objectif.

6

Mettre en œuvre et promouvoir des programmes d'éducation sexuelle dans les écoles locales. Une éducation sexuelle efficace peut réduire le nombre de grossesses non désirées et améliorer la santé sexuelle. Il est essentiel de fournir des informations précises et accessibles pour permettre aux jeunes de faire des choix éclairés.



ODD n° 8

Travail décent et Croissance Économique

7

Revaloriser le travail manuel. Lancer des campagnes de sensibilisation du public pour déconsidérer le travail manuel et souligner sa valeur dans la société. Le travail manuel est souvent considéré comme un travail de statut inférieur par la société. Pourtant, il s'agit d'emplois essentiels qui devraient être davantage appréciés et respectés. En faisant évoluer les points de vue de la société et en soulignant l'importance et la respectabilité du travail manuel, les responsables politiques locaux peuvent remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans des métiers essentiels tels que la maçonnerie, la peinture et la mécanique. Cela peut également contribuer à attirer davantage de personnes vers ces professions essentielles.

8

Promouvoir les opportunités d'emploi dans les secteurs sous-estimés. Développer des initiatives pour attirer et retenir les professionnels qualifiés

dans les secteurs sous-estimés comme l'éducation. En offrant des incitations (par exemple des possibilités de formation continue, des primes supplémentaires et des possibilités d'évolution) et en améliorant les conditions de travail dans des secteurs comme l'éducation, les responsables politiques locaux peuvent garantir un approvisionnement régulier en personnel bien formé. Cela est essentiel pour maintenir des normes élevées et prévenir les problèmes futurs liés à un manque d'éducateurs qualifiés.

9

Simplifier les processus bureaucratiques et accroître la transparence au sein des collectivités locales afin d'améliorer l'efficacité et la confiance. Rendre les processus publics plus simples et plus faciles d'accès et de navigation (documents, décisions, dépenses de fonds publics, etc.) améliorera les mesures de responsabilisation et pourra restaurer la confiance du public dans les autorités locales. Cela, à son tour, créera une image plus positive de la gouvernance locale et améliorera l'engagement et la satisfaction des citoyens.

10

Plaider en faveur de salaires équitables et de meilleures conditions

de travail dans tous les secteurs. Mettre en œuvre des politiques qui encouragent ou imposent des salaires équitables et compétitifs pour tous les secteurs. Exiger que tous les employeurs fournissent des équipements de sécurité efficaces et appropriés pour protéger les employés contre les accidents du travail. Un salaire décent et de bonnes conditions de travail sont essentiels pour attirer et retenir une main-d'œuvre qualifiée. De plus, en veillant à ce que tous les travailleurs disposent de l'équipement de protection nécessaire, les élus locaux peuvent contribuer à réduire l'incidence des accidents du travail, ce qui conduit à des environnements de travail plus sains et à réduire le fardeau économique des accidents sur le système de santé. En se concentrant sur ces aspects, les élus locaux peuvent améliorer la satisfaction au travail et la stabilité économique au sein de leurs communautés.

11

Soutenir l'entrepreneuriat local et le progrès technologique. Offrir des subventions, des prêts à faible taux d'intérêt et des programmes de parrainage aux entrepreneurs locaux, en particulier dans les secteurs innovants et durables. Soutenir l'entrepreneuriat local et se tenir au courant des avancées technologiques

peut stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Cela profite aux entrepreneurs créatifs et aux innovateurs et leur permet de créer des solutions nouvelles et nécessaires aux problèmes les plus urgents de la société. En favorisant un écosystème entrepreneurial dynamique, les politiciens locaux peuvent aider leurs communautés à prospérer et à s'adapter aux défis futurs.

12

Veiller à ce que tous les travailleurs aient accès à des transports fiables et abordables pour se rendre à leur lieu de travail et en revenir. Faciliter l'accès aux transports est essentiel pour permettre aux travailleurs de se rendre à leur travail sans difficulté, améliorant ainsi la productivité et la satisfaction au travail. Cela peut également élargir le potentiel de main-d'œuvre en rendant davantage d'emplois accessibles aux personnes vivant plus loin des centres urbains.

13

Promouvoir la création et l'expansion de zones agricoles désignées pour stimuler le commerce local et la durabilité. Le développement de zones agricoles peut stimuler les économies locales, créer des emplois et assurer la sécurité alimentaire. Ces zones peuvent servir de pôles de



ODD n° 13

Action pour le Climat

14

S'attaquer aux véritables pollueurs et prévenir les incendies d'origine humaine. Mettre en place des réglementations et des contrôles plus stricts pour les industries responsables d'une pollution importante et prendre des mesures préventives contre les incendies intentionnels. En se concentrant sur les véritables sources de pollution et en prévenant activement les incendies, les élus locaux peuvent lutter efficacement contre la dégradation de l'environnement et améliorer la qualité de l'air. Cela implique notamment de faire respecter les normes environnementales et de veiller à ce que les pollueurs rendent des comptes.

15

Encourager la collecte des déchets dans les espaces publics. Organiser des campagnes de nettoyage communautaire et fournir des infrastructures adéquates de gestion des déchets dans les espaces publics. Encourager la participation du public à la collecte des déchets peut sensibiliser les citoyens aux problèmes environnementaux et favoriser une culture de responsabilité.

16

Développer les infrastructures nécessaires au recyclage, notamment pour les substances pour lesquelles il n'existe pas de processus de recyclage spécifique. Mettre en œuvre des réglementations obligatoires en matière de recyclage pour les ménages et les entreprises. La mise en place d'installations de recyclage locales peut réduire considérablement les déchets et faciliter l'élimination et la réutilisation appropriées des matériaux. Elle peut également favoriser une culture de responsabilité environnementale parmi les résidents et les entreprises.

17

Développer davantage de parcs, d'espaces verts, de pistes cyclables et de bus électriques pour réduire les émissions de carbone et promouvoir une mobilité urbaine durable. Ces mesures peuvent réduire considérablement la dépendance aux véhicules motorisés, diminuant ainsi la consommation de carburant et les niveaux de pollution. Elles améliorent également la santé publique et la qualité de vie en offrant des espaces sûrs et agréables pour les loisirs et les transports.

18

Lancer des projets de reforestation et protéger les forêts existantes pour absorber le CO2 et préserver la biodiversité. Les forêts jouent un rôle crucial dans l'atténuation du

ROMÉNIE



changement climatique en absorbant le dioxyde de carbone de l'atmosphère. La reforestation et la conservation des forêts aident à maintenir l'équilibre écologique et à protéger diverses espèces, garantissant ainsi la durabilité environnementale.

promouvoir l'indépendance énergétique. Ce passage aux sources d'énergie renouvelables et leur inclusion pour tous sont essentiels pour réduire l'empreinte environnementale de la consommation énergétique locale.

19

Participer activement aux initiatives internationales sur le climat et élaborer des politiques locales d'adaptation pour protéger les communautés vulnérables. En s'engageant dans des efforts mondiaux tels que les Accords de Paris, les responsables politiques locaux peuvent accéder à des connaissances et des ressources communes pour lutter contre le changement climatique. L'élaboration de politiques d'adaptation aidera notre communauté à se préparer et à atténuer les impacts des événements liés au climat tels que les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur.

20

Augmenter l'installation de systèmes photovoltaïques dans plusieurs régions afin de réduire la dépendance à l'électricité produite artificiellement. L'expansion de l'utilisation de l'énergie solaire peut contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à

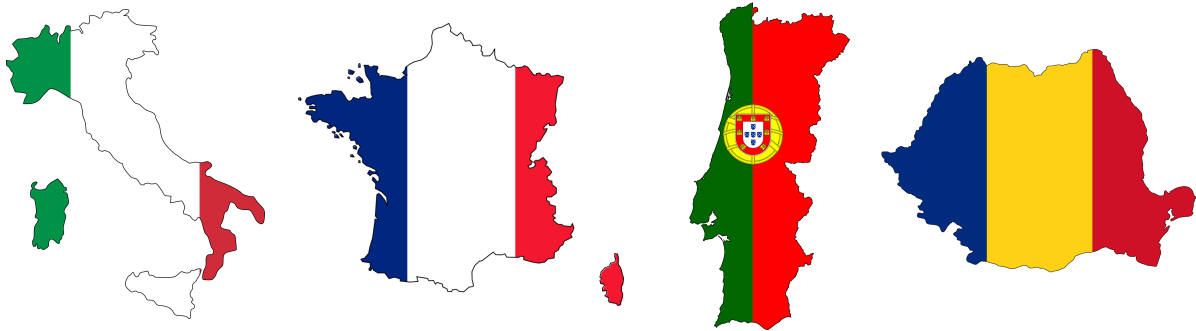




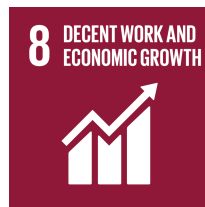


IV

CONCLUSIONS



CONCLUSIONS



En tant que jeunes gens, nous vivons dans un monde où l'égalité de genre est encore un rêve, où beaucoup luttent encore pour un travail décent et des opportunités de croissance économique, où le changement climatique est devenu une menace pour l'existence de la vie humaine.

Dans ce document, nous avons présenté quelques mesures systémiques et quelques propositions vraiment concrètes qui peuvent être mises en œuvre, tant au niveau européen que local, pour atteindre les ODD n° 5 Égalité de Genre, n° 8 Travail décent et croissance économique, et n° 13 Action pour le climat.

Nous pensons que la première étape pour lutter contre la discrimination et les stéréotypes est d'agir par l'éducation. Les écoles jouent un rôle crucial dans la réalisation de l'égalité des sexes en façonnant les attitudes, les comportements et les opportunités pour les enfants et les jeunes. En tant qu'institutions fondamentales de la société, les écoles ont le potentiel de remettre en question les stéréotypes, de promouvoir l'égalité des chances et de permettre aux jeunes d'atteindre leur plein potentiel, quelle que soit leur identité de genre.

Nous exhortons les décideurs locaux et européens à intégrer les perspectives de genre à toutes les étapes de l'élaboration des politiques, de la programmation et du développement des projets. L'intégration de la dimension de genre nécessite d'évaluer les implications pour les femmes et les hommes de toute action planifiée, dans tous les domaines et à tous les niveaux, visant à répondre aux besoins et priorités spécifiques des deux sexes, pour une société plus juste.

L'égalité entre les femmes et les hommes doit être garantie dans tous les domaines, y compris l'emploi, le travail et la rémunération. Il existe encore trop peu d'incitations pour faciliter la participation des femmes au monde du travail, ainsi que de soutien aux mères qui travaillent et qui ont encore trop de mal à concilier vie privée et vie professionnelle.

Assurer un travail décent aux générations futures est le seul moyen de construire une croissance durable et inclusive. L'accès à des opportunités de travail décent contribue à combler le fossé entre les différents groupes socio-économiques, favorisant ainsi l'égalité et la cohésion sociale. Il garantit que tous les individus, quels que soient leur genre, leur race ou leur origine, puissent contribuer à la croissance économique et en bénéficier.

Nous sommes extrêmement préoccupés par le changement climatique, qui constitue l'un des défis les plus urgents de notre époque et qui a de profondes répercussions sur l'environnement, les économies et les sociétés du monde entier. La température moyenne à la surface de la Terre a augmenté de manière significative au cours du siècle dernier en raison des activités humaines, notamment de la combustion de combustibles fossiles et de la déforestation. Cette tendance au réchauffement devrait se poursuivre, entraînant des vagues de chaleur, des sécheresses et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus graves. La fonte rapide des calottes glaciaires et des glaciers polaires contribue à l'élévation du niveau de la mer, menaçant les communautés et les écosystèmes côtiers. Le changement climatique altère les habitats et perturbe les écosystèmes, mettant en danger de nombreuses espèces végétales et animales. L'augmentation des émissions de dioxyde de carbone entraîne l'acidification des océans, ce qui nuit à la vie marine, en particulier aux récifs coralliens et aux crustacés.

Nous pensons que l'Union européenne doit adopter des politiques environnementales plus efficaces pour atténuer les effets du changement climatique, en obligeant les pays à utiliser des systèmes de

production alternatifs et durables sur le plan environnemental et en prévoyant des sanctions financières strictes pour ceux qui ne respectent pas ces normes. En même temps, nous considérons qu'il est essentiel de soutenir l'innovation écologique et d'offrir des incitations aux gouvernements locaux, car il existe encore trop peu de centrales utilisant des sources renouvelables et il est impératif de renouveler le système agricole et celui de l'élevage.

Une fois de plus, nous pensons qu'il est essentiel d'investir dans l'éducation et la sensibilisation à la protection de l'environnement dans les écoles et les établissements d'enseignement de tous niveaux, en offrant aux gens la possibilité de participer et de contribuer à la recherche et à l'expérimentation par le biais de programmes scolaires et extrascolaires.

La biodiversité est en constante évolution, mais les activités humaines ont un impact considérable sur elle, entraînant un déclin alarmant des espèces et de la diversité génétique dans le monde. La moitié des forêts de la planète ont déjà disparu. La privatisation, la libéralisation du commerce et l'augmentation des exportations de viande et de cultures, comme le soja et l'huile de palme, ont entraîné une augmentation massive des plantations à grande échelle, ce qui a entraîné une déforestation

accrue. L'utilisation massive de pesticides et de cultures génétiquement modifiées entraîne également une pollution de l'eau, une dégradation des sols et une réduction de la diversité génétique. La perte de biodiversité est due à l'activité humaine, dans le contexte d'un système économique mondialisé basé sur l'extraction, la production et la consommation sans fin, sans respect des frontières planétaires.

L'égalité des sexes, la croissance économique durable et l'action climatique nous concernent tous, et chacun d'entre nous est responsable de leur réalisation.

Personne ne peut y parvenir seul, mais nous pouvons le faire ensemble.

Nous pensons que nos pays et l'Union européenne dans son ensemble ont le potentiel d'être un modèle de progrès dans ces domaines et de démontrer un leadership mondial dans la construction d'un avenir plus durable pour tous, mais cela nécessite un engagement ferme des décideurs politiques à tous les niveaux.

Nous pensons également que les jeunes ont un rôle crucial à jouer dans la construction d'un avenir meilleur. Nous devons être la voix du changement, exiger des mesures de la part de nos dirigeants et travailler

ensemble pour créer un monde où chacun a la possibilité de réaliser son plein potentiel et où chacun peut s'épanouir en harmonie avec la planète.

En travaillant ensemble, jeunes générations et décideurs, nous pouvons faire la différence. Nous promettons de vous faire entendre, si vous promettez de nous écouter.






SPGs

SUSTAINABLE PARTICIPATION GOALS

© SPGs 2024



Funded by
the European Union

agOrà
cooperativa sociale



E.N.T.E.R.
European Network for Transfer and Exploitation of EU Project Results



POLYLOGOS

